

## *BURUNDI*

### *Les enlèvements d'enfants et les massacres se poursuivent*

*Index AI : AFR 16/041/01*

Amnesty International a exhorté aujourd'hui (mercredi 14 novembre) la communauté internationale à ne pas oublier le Burundi alors que le monde a les yeux rivés sur l'Afghanistan et sur les retombées des attentats du 11 septembre aux États-Unis. En effet, alors que le gouvernement de transition n'est entré en fonction que depuis le 1<sup>er</sup> novembre, cette courte période a été marquée par des massacres de civils par les forces gouvernementales et l'enlèvement de centaines d'enfants par un groupe politique armé.

« Alors que deux semaines se sont écoulées depuis la mise en place du nouveau gouvernement de transition, les principaux protagonistes du conflit burundais se sont montrés peu enclins à renforcer leur engagement en faveur de la protection des droits humains », a déclaré Amnesty International.

« La vie humaine continue d'être traitée avec mépris et d'odieuses tentatives sont menées

*pour entraîner des enfants âgés de douze ans à peine dans le cycle des violences qui a ravagé le pays au cours des dernières années », a ajouté l'organisation.*

Entre le 2 et le 4 novembre 2001, au moins 93 civils auraient été massacrés par les forces gouvernementales à Maramvya dans la province de Bujumbura-rural. Les homicides auraient débuté le 2 novembre vers 13 heures, en représailles semble-t-il d'un événement qui s'était produit la veille : des combattants soupçonnés d'appartenir aux Forces nationales pour la libération (FNL), groupe politique armé, avaient ouvert le feu sur un véhicule de l'armée gouvernementale. Certains des civils tués par les forces gouvernementales auraient été abattus alors qu'ils travaillaient dans les champs. D'autres, qui s'étaient réfugiés chez eux après avoir entendu les coups de feu, auraient été tués à coups de baïonnette. Leurs corps ont été enterrés quelques jours plus tard dans des fosses communes contenant jusqu'à six corps chacune.

Les homicides de Maramvya faisaient suite à l'exécution extrajudiciaire par les forces gouvernementales d'au moins 31 civils non armés, parmi lesquels se trouvaient pas moins de six femmes et deux enfants. Ces exécutions avaient eu lieu le 25 octobre dans les collines de Buzige et Migereka II, dans la province de Bubanza.

Par ailleurs, le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), autre mouvement politique armé, a commencé à enlever des enfants et des jeunes en âge d'aller à l'école.

Le 6 novembre à l'aube, quatre enseignants et environ 54 enfants âgés de douze à quinze ans ont été enlevés dans une école à Ruyigi. Le 9 novembre, ce sont environ 250 enfants âgés de quinze à dix-huit ans qui ont été enlevés

Le 13 novembre, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a signalé qu'au cours des trois jours précédents 107 enfants avaient également été enlevés dans des camps de réfugiés en Tanzanie par des groupes politiques armés hutu. On ignore pour l'instant le

dans une école secondaire de Musema, dans la province de Kayanza. L'école a été incendiée.

Il semble que tous ceux qui ont été enlevés à Musema aient été libérés par la suite ou se soient échappés. Les quatre enseignants et 25 des enfants enlevés à Ruyigi seraient également de retour chez eux. Cependant, on demeure sans nouvelles des 29 autres enfants enlevés à Ruyigi et on ignore où ils se trouvent à l'heure actuelle.

Les affirmations du CNDD-FDD selon lesquelles les enfants auraient été éloignés pour les protéger contre des représailles des troupes gouvernementales semblent ne pas devoir faire illusion. Certains des enfants auraient été chargés de porter du matériel militaire ou d'aider des soldats blessés et il est à craindre que l'un des motifs de leur enlèvement n'ait été de les enrôler dans les forces du CNDD-FDD. sort réservé à ces enfants.

Amnesty International demande la libération immédiate de tous les enfants enlevés et elle appelle de nouveau toutes les parties à mettre à profit les débuts du gouvernement de transition pour créer un nouveau climat de respect

*des droits humains fondamentaux  
au Burundi \_*

*Pour obtenir de plus amples  
informations, veuillez contacter le  
Service de presse d'Amnesty  
International, à Londres, au +44  
20 7413 5566 ou consulter notre  
site web : <http://www.amnesty.org>*